

De 5

EDITORIAL

LA PETITE CONJURATION

LES négociations financières algéro-françaises viennent de reprendre à Paris. L'examen « a posteriori » de leur récente suspension n'est pas dénué d'importance. De quoi s'agissait-il ?

La déclaration relative aux accords d'Evian faisait obligation à la France d'apporter à l'Algérie une aide équivalente à celle des années précédentes, c'est-à-dire 160 milliards environ.

Pour honorer ses promesses, la France envisageait la possibilité d'accorder, en plus de l'aide budgétaire, des prêts par des voies latérales, notamment des prêts type F.I.D.E.S. et des emprunts auprès de certains établissements publics français.

Dans l'esprit des responsables algériens, cet ensemble de moyens financiers résultait d'accords qui faisaient la balance entre les avantages que tirait la France de l'économie algérienne et son apport financier à l'Algérie.

Il n'était donc pas question d'une aide au sens classique du terme mais d'une contrepartie, d'une compensation.

LORS des récentes négociations, les positions de la délégation française ne semblaient guère se situer dans cette optique. L'intégration d'une partie de la contribution financière française dans une procédure qui constituait une « marshallisation de l'aide » était contraire à une coopération d'égal à égal. Le mode de règlement proposé par la délégation française traduisait sa défiance à l'égard du gouvernement algérien. En effet, le premier résultat de l'apport financier français aurait été d'éponger les avances faites par le Trésor français au Trésor algérien. Au lieu de soulager partiellement le Trésor algérien, il le mettait ainsi dans l'obligation de procéder à des mobilisations pour préfinancer les dépenses d'équipement.

Ces attermoissements visaient, en fait, à organiser une petite conjuration contre le jeune Etat algérien.

Il ressort nettement des propos tenus dans certains milieux français et de la campagne antialgérienne orchestrée par la presse aux ordres, que les négociateurs français, spéculant sur l'hypothèse d'une crise économique et financière, et sur l'entrée en scène, en Algérie, de forces hostiles au socialisme, ont choisi de prendre devant la délégation algérienne une position qu'ils savaient être inacceptable. Le but était clair : il fallait conduire les négociations dans l'impasse et amener le gouvernement algérien à une capitulation immédiate ou prochaine.

L'ALGERIE est aujourd'hui un champ d'action d'une grande expérience ; cette expérience peut faire tâche d'huile, aider à la mobilisation des masses en Afrique, remettre en cause l'acquis de l'impérialisme. A ce titre, elle est considérée comme un danger pour les intérêts des exploités de notre continent.

Les problèmes actuels de l'Algérie sont une conséquence directe de l'héritage colonial. Les dirigeants français le savent bien. Leur accord, au départ, pour consentir des avances à notre trésorerie allait dans le sens de leurs intérêts. Leur pays, comme le nôtre, aurait été victime du dérèglement du système des paiements.

En se montrant maintenant réticents sur le problème des avances comme sur celui de l'aide budgétaire, ils pensent pouvoir nous asphyxier et susciter des défaillances dans nos rangs.

Méconnaître la profondeur des convictions, la détermination des forces sociales qui animent la Révolution algérienne, sous-estimer les atouts et les possibilités dont dispose l'Algérie indépendante, c'est inévitablement se tourner de nouveau vers un passé dont chacun mesure encore les conséquences néfastes.

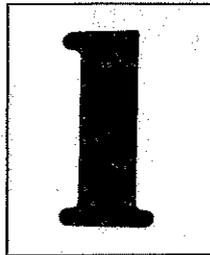
MOHAMED HARBI



SALAZAR

LE DOSSIER PORTUGAIS

Le Portugal est un pays sous-développé ; la classification nouvelle publiée la semaine dernière par l'ONU le fait figurer, comme d'ailleurs sa voisine fasciste l'Espagne, sur la liste des nations misérables de la planète ; sans doute sont-ils loin d'y être seuls puisqu'il n'existe, selon les rigoureux critères statistiques des économistes de l'ONU que 26 pays « développés » ; le tiers-monde tout entier est sous-développé, et aussi certains pays socialistes d'Europe, la Bulgarie et la Yougoslavie, par exemple. Mais alors que les « nations-prolétaires » s'efforcent en nombre croissant d'édifier leur économie au plus vite grâce à la mobilisation populaire et à la recherche d'une voie socialiste, le gouvernement portugais, outre les guerres coloniales qu'il mène avec acharnement, maintient le pays dans une servitude implacable, prétend contre toute évidence que tout va pour le mieux, et que le peuple portugais est fort satisfait du fascisme qu'on lui impose depuis plus de trente ans.



Le « miracle Salazar »

LE Portugal est un pays de 92.000 kilomètres carrés, plus petit que bien des pays africains de troisième plan ; le Libéria, le Nyassaland, sont plus étendus. Sa population, par contre, est dense : 9,3 millions d'habitants, 100 au kilomètre carré.

Première caractéristique de ce sous-développement, l'importance du secteur agricole ; la moitié de la population est agricole, le quart seulement vit de l'industrie. Cette industrie reste stagnante, ligotée par les intérêts monopolistes étrangers : 75 % du capital investi au Portugal est d'origine étrangère, et surtout anglo-américain, belge et ouest-allemand ; il ne s'investit évidemment que dans des industries de transformation et de consommation, qui ne peuvent vivre que sous la dépendance de l'industrie lourde anglaise, américaine ou allemande ; les usines portugaises ne sont généralement que des succursales des trusts occidentaux, et cela ne changera pas sans bouleverser les structures que préserve jalousement l'état salazariste.

L'agriculture ne fait pas meilleure figure ; 95 % des exploitations portugaises ont moins de 10 hectares, sur des terres où s'entasse une population en surnombre ; cette possession de fermes minuscules occupe moins de 30 % de la superficie cultivable totale. Les grandes propriétés rurales qui existent (0,3 % de l'ensemble) couvrent plus de 200 hectares ; occupent une surface plus grande, 40 % de la surface totale. Ces féodaux sont les soutiens les plus efficaces du fascisme portugais.

texto 3



A Lisbonne, les manifestations sont brutalement réprimées — avec une complaisance et un acharnement certains.

Car la misère n'atteint pas tout le monde ; le revenu moyen par an et par habitant est d'environ 100.000 anciens francs ; mais ce n'est là qu'une moyenne : un ouvrier agricole ne gagne pas plus de 72.000 francs par an, 6.000 francs par mois ; quand eux banques et aux grandes compagnies industrielles, elles font, elles, des profits substantiels : 26 % du capital, pour les banques, 19 % du capital investi pour les industries. Ces profits sortent en notable proportion du Portugal, et vont augmenter les revenus des compagnies monopolistes ; la part de profit qui reste au pays va enrichir encore la poignée de grands bourgeois et de féodaux dont le régime Salazar est le garant. La part de revenu national qui revient chaque année aux classes travailleuses est de 39 % ; les détenteurs de capital s'octroient le reste, 61 %.

Le travail des enfants

Et cette situation ne cesse d'empirer. En 1938, dix ans après l'instauration du fascisme au Portugal, la production agricole par travailleur actif de l'agriculture était de 135.000 anciens francs (ce qui est déjà très bas, insuffisant pour permettre au producteur lui-même une alimentation suffisante). De 1938 à 1948, cette production (compte tenu de l'augmentation de la population) a baissé de 5 % ; depuis 1948, elle a encore baissé de 15 % ; cette accélération de la chute au cours de ces dernières années est due aux difficultés croissantes que subit le gouvernement Salazar du côté de son « Empire colonial » ; mais ce sont les classes travail-

leuses portugaises qui font pour l'instant les frais de l'effort militaire portugais, jusqu'à la sous-alimentation.

La sous-alimentation n'est pas le seul fléau social ; 72,2 % de la population n'a jamais fréquenté aucune école ; 40,4 % est analphabète (la différence est due au fait que des militants politiques, ou des prêtres de campagne, ont pu jouer un rôle d'éducateurs hors des structures scolaires normales) ; 0,8 % seulement atteignent un ni-

veau d'études supérieures. Alors que les pays d'Europe Occidentale dépensent une moyenne de 20 à 30.000 anciens francs par personne et par an pour l'éducation des enfants, qu'un pays comme la Bulgarie (dont les ressources sont moindres, et qui est compté parmi les pays sous-développés) dépense 15.200 anciens francs par personne et par an, le Portugal, lui, ne dépense que 3.500 anciens francs par personne et par an !

Ce bas niveau de scolarisation a pour corollaire un autre fléau social, le travail des enfants ; bien qu'il soit légalement interdit de faire travailler des enfants de moins de 14 ans, 68 % des travailleurs portugais ont commencé à travailler avant cet âge minimum.

Le gouvernement Salazar ne fait rien pour remédier à cet état de choses ; bien au contraire, la République démocratique qui gouverna le Portugal avant Salazar avait créé des « écoles mobiles » pour pallier le manque d'écoles et d'instituteurs dans les campagnes ; en 1930, le gouvernement fasciste supprima ces écoles, qui, à l'époque, étaient plus de 400, et intéressaient 18.000 élèves. En 1936 furent fermées les écoles formant les instituteurs ; le gouvernement les accusait de répandre des idées subversives.

Seule la répression

Même situation en ce qui concerne le logement : 350.000 familles (20 % de la population) devraient être relogées (celles qui ne vivent pas dans des taudis s'enlacent à 8 ou 10 par pièce), mais on construit au Portugal

moins de 40.000 logements par an. La moitié du Portugal n'a pas l'électricité, 1 million d'habitants vivent dans des villages que ne dessert aucune route convenable ; le taux de mortalité infantile est le plus élevé d'Europe, 8,4 % des nouveaux-nés.

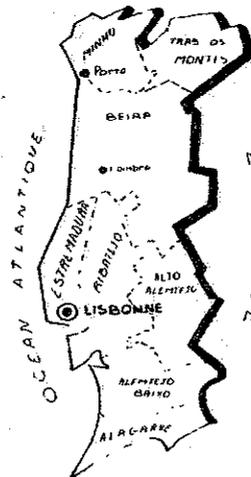
Seule, la répression va bon train ; depuis 1936 et l'instauration du fascisme, plus de 55.000 condamnations ont été prononcées pour délits d'opinion, crimes contre l'autorité de l'Etat, l'ordre, la religion, depuis 1959, ont été prononcées 100 condamnations par an à la prison perpétuelle, une tous les quatre jours. En 1962, plus de 6.000 antifascistes portugais ont été emprisonnés : 15 à 20 par jour. La PIDE, la police politique portugaise, ne recule pas quand il le faut devant la torture ni l'assassinat politique.

Tous ces chiffres qui concrétisent l'état économique, social, et... policier du Portugal suffisent à caractériser un régime dont la « doctrine » coloniale tient en deux phrases, l'une de Salazar, la seconde de son ministre de la guerre :

« Il n'y a pas de possessions portugaises. Ce qu'il y a, ce sont des mercenaires de Portugal répandus dans le monde... »

« Nous allons combattre des sauvages. Nous allons affronter des terroristes qui doivent être combattus de la même manière que l'on combat des bêtes féroces... »

(Suite page 10)





• Liquider le fascisme

Au Portugal, tout le monde est antisalazariste : tout le monde sauf la PIDE, la police politique portugaise, la haute finance, une partie des cadres supérieurs civils et militaires, une fraction du clergé. Comment dans ces conditions, la plus ancienne dictature du monde peut-elle survivre ?

Cette dictature la plus vieille du monde dans le pire style totalitaire et qui aurait dû s'effondrer après la chute de ses alliés naturels : Hitler et Mussolini, a pu survivre et même se renforcer grâce à la « guerre froide » et la « pactomanie » du « monde libre » qui voyait en Salazar et Franco les bastions les plus sûrs de la défense occidentale contre une éventuelle agression.

La guerre froide est loin d'être un chapitre dépassé de l'histoire, mais les Etats-Unis ont envisagé, depuis l'élection de Kennedy, une très timide politique de rechange ; l'alliance avec les dictateurs ne paie pas. L'exemple de Batista est toujours présent à la mémoire de

l'administration américaine.

Pour la première fois en 1962, les Etats-Unis, malgré leurs attaches avec le colonisateur (le Portugal est membre de l'Alliance atlantique) ont voté au Conseil de sécurité en faveur d'un peuple colonisé : l'Angola.

Désavoué par son plus puissant allié atlantique et aujourd'hui aussi par la France (vote contre le Portugal dans le différend Luso-Sénégalais), malgré un soutien provisoire de son vieux complice en pillage colonial — l'Angleterre — qui tente aujourd'hui une nouvelle politique coloniale (l'occupation coloniale classique n'étant plus rentable), Salazar se voit isolé sur le plan international ; il est incapable de mener de front plusieurs guerres coloniales longues et coûteuses, en Angola, en Guinée « portugaise » et bientôt au Mozambique : « l'éternité » du régime Salazar s'annonce heureusement provisoire.

Qui seront donc les héritiers de Salazar ? Il y a deux oppositions aux dif-

férences nettement tranchées. Celle qui est pour un salazarisme sans Salazar n'envisage que d'écarter le dictateur par une révolution de palais et « sauver l'empire colonial ». Ses dirigeants sont des salazaristes repentis, regroupés autour de l'ex-président de la République : Craveiro Lopes, l'ex-dauphin et théoricien du régime, le professeur Marcelo Caetano.

Le camp antisalazariste et se voulant révolutionnaire regroupe autour du Front patriotique de libération nationale (FPLN) des éléments hétérogènes : démocrates chrétiens, libéraux, socialistes, Mouvement national indépendant, dirigé par le général Delgado ; le Parti communiste dirigé par Álvaro Cunhal, est l'un des éléments principaux du FPLN.

Dans tout front coexistent par définition des éléments hétérogènes, qui sont destinés une fois passé le stade de l'opposition, à éclater. Nous ne prétendons en aucune mesure trancher des problèmes qui seront résolus par le

(La C.O.N.C.P. regroupe à Rabat les représentants des pays sous domination portugaise.)

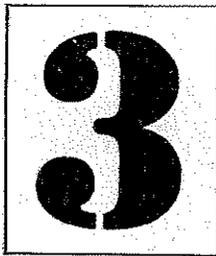
• Les colonisés et le peuple portugais

La conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises, réunie à Casablanca du 18 au 20 avril 1961,

• Reconnaisant que le peuple portugais se trouve sous l'oppression d'un gouvernement fasciste ;

• Reconnaisant qu'une telle situation n'est pas de nature à permettre la libre information sur les problèmes des colonies portugaises ;

Here it is. Thanks!



Extraits du Bulletin n° 2 du MOUVEMENT D'ACTION REVOLUTIONNAIRE (Movimento de Accao Revolucionaria - MAR) daté de Lisbonne, Mars 1963

« **C**OMMENT doit-on faire pour liquider le fascisme au Portugal ? » Quelques-uns répondent que le fascisme sera écrasé par l'unité de l'opposition, par l'organisation et par la mobilisation populaire, qui, elles, mèneront au soulèvement national.

Par l'unité qui réunira tous les anti-salazaristes, y inclus les fascistes repentis, autour d'un programme qui se limite à l'établissement des libertés démocratiques et à l'élection d'une assemblée constituante ; par l'organisation ayant en vue de grandes ou plus petites luttes pour des revendications économiques, politiques et culturelles ; par la mobilisation populaire, en multipliant ces luttes jusqu'à ce qu'elles deviennent une seule et grande lutte.

Les gens qui parlent de cette façon admettent que le fascisme cédera seulement par la force ; mais ils ajoutent que les conditions pour la lutte armée ne se trouvent pas encore mûres, qu'on ne traverse pas au Portugal une phase pré-révolutionnaire, et qu'on ne peut ni prévoir ni planifier la forme que prendra le soulèvement national.

Le peuple est prêt

En janvier 1962 a eu lieu la révolte armée de Beja à laquelle de nombreux civils ont participé. Cet événement a renoué le pays en dépit de l'échec de l'assaut de la caserne, et, peu après, les grandes manifestations de mai à Lisbonne, ont confirmé la disposition du



La PIDE police politique portugaise n'a rien à envier aux méthodes de la gestapo allemande.

peuple pour la lutte. Les rues de Lisbonne ont été deux fois occupées par plus de cent mille personnes désarmées, disposées à affronter les sbires du régime. Pendant tout le printemps on a assisté à des grèves et des manifestations successives d'étudiants qui ont paralysé la vie universitaire deux mois durant. Des grèves de dizaines et dizaines de milliers de travailleurs ruraux ont eu lieu à l'Alentejo. Et ces manifestations se sont déroulées dans un pays qui vit sous un régime policier et où il n'existe aucune possibilité légale d'association.

Elles ont été possibles grâce seulement à un sentiment popu-

laire irrépressible et général de toutes les couches de la population. Déjà la campagne électorale du général Humberto Delgado avait déclenché des manifestations de centaines de milliers de personnes qui, en beaucoup d'occasions, ont résisté à la police. Des paysans du Nord et du Sud, des citadins, des étudiants et des ouvriers, ont révélé de la manière la plus éloquente leur disposition à la lutte et au sacrifice et ont réclamé des armes pour se battre.

Comment peut-on, à la lumière de cette expérience, affirmer que le peuple n'est pas mûr pour la lutte armée ?

Par ailleurs l'unité pour la lutte

peuple portugais lui-même. Pour- tant un certain nombre de ces problèmes se posent à propos du Front patriotique de libération nationale.

Le plus important semble bien être celui de la « direction révolutionnaire ». En effet, selon qu'elle sera radicale ou parlementariste, elle sera amenée à prendre des distances vis-à-vis des éléments réformistes ou à s'en rapprocher.

C'est dans ce contexte que se pose le rôle de la bourgeoisie portugaise qui, par nature, n'est nullement soucieuse d'une mise en question des structures sociales existantes.

Au Portugal, les couches pay- sannes n'entreront en action que sur une plateforme minimum ba- sée sur la réforme agraire ; ces couches ne sont nullement liées à la bourgeoisie urbaine qui les a toujours trahies au profit des pro- priétaires terriens.

Comment dans le contexte por- tugais poser le problème de la

- Assure le peuple portugais de son appui total dans la lutte qu'il mène pour se libérer du régime fasciste et instaurer le régime démocratique au Portugal ;

- Encourage le mouvement démocratique portugais à renforcer son unité en vue de la victoire rapide de la cause de la démocratie ;

- Déclare que la lutte des peuples encore sous domination portugaise n'est pas dirigée contre le peuple portugais mais a pour but la liquidation totale du système colonial ;

n'est pas une somme de person- nalités et de groupes allant de l'extrême-droite à l'extrême-gau- che et réunis en des conciliabules interminables. Le peuple n'attend pas que ces groupes et person- nalités, y inclus les fascistes soi- disant dissidents, mettent d'accord leurs intérêts contradictoires entre eux. Le peuple est uni. Il at- tend ceux qui lui montrent un es- poir concret et les chemins pour y arriver.

La décolonisation

Le soulèvement national exige une action qui intéresse solidaire- ment le peuple portugais tout entier. Il exige un programme révo- lutionnaire qui satisfasse les re- vendications immédiates des pay- sans du sud, des petits fermiers du nord, de la classe ouvrière, des classes moyennes défavorisées, de la jeunesse. Il exige des dirigeants capables de lutter pour des ob- jectifs révolutionnaires nationaux et de trouver les formes d'action et d'organisation adéquates à la lutte révolutionnaire.

La conjoncture dans laquelle se déroule actuellement la lutte de notre peuple est la conjoncture de la décolonisation. Elle se traduit pour le Portugal en une guerre coloniale qui est en train d'inten- sifier rapidement la misère du peuple et de conduire le pays vers une catastrophe nationale.

Cette guerre coloniale est un épisode de grand processus mon- dial de démocratisation et d'émancipation des peuples. Par consé- quent, les peuples colonisés qui luttent pour leur liberté sont les amis et les compagnons naturels des démocrates portugais qui lut- tent pour la liberté de leur pro- pre pays. Et des alliés naturels des

dirigeants démocrates portugais sont aussi bien les gouvernements des pays récemment émancipés qui combattent pour la liberté de ceux qui, il y a quelques mois en- core, étaient leurs compagnons de servitude.

Les démocrates portugais ne se- raient pas des démocrates s'ils n'étaient pas des anticolonialistes. Mais la conjoncture impose plus qu'un anticolonialisme de principe. Elle impose un anticolonialisme pratique, une action efficace dans la lutte contre la guerre coloniale, une solidarité agissante envers les peuples colonisés, de sorte que les liens souhaitables d'amitié qui dans l'avenir devraient exister en- tre le Portugal et ses anciennes colonies se concrétisent déjà ac- tuellement.

La conjoncture de la décoloni- sation, qui place le fascisme por- tugais dans une position défavora- ble et dangereuse, a néanmoins une limite, à savoir, la fin de la guerre coloniale. Et elle sera une conjoncture perdue si avant la fin de cette guerre le gouvernement fasciste n'est pas liquidé à l'in- térieur par les forces démocrati- ques. En ce cas-là, dans une nou- velle conjoncture, la domination des forces réactionnaires se perpé- tuerait, et serait perdue l'oppor- tunité historique d'instaurer au Portugal une vraie démocratie.

« Solution-putsch »...

Cette époque ténébreuse peut avoir comme début un « pronou- ciameto » militaire promu par des officiers de haut grade, ou un coup d'Etat, réalisé avec la complicité de quelques personnalités et groupes qui ont cherché à attirer vers l'unité, à savoir, les dissi-

dents du régime. C'est là la solution que, pour abréger, nous appelle- ront ici de solution-putsch.

L'oligarchie politico-économique représentée par Salazar est solide- ment implantée dans la vie natio- nale, à travers un réseau puis- sant dans l'administration, la ma- gistrature, les forces armées, le clergé, la direction économique. Le fascisme n'est pas du tout un groupe d'hommes qui bénéficient des avantages du pouvoir politi- que, c'est toute une structure poli- tico-économique qui sera dans ses tentacules la nation dans son ensemble. Le simple éloignement de Salazar et de ses proches com- plices ne liquiderait pas du tout cette structure, qui constitue l'obstacle principal au progrès du pays. Seul un fort mouvement po- pulaire, conduit par des dirigeants révolutionnaires, réussira à défas- ciser le Portugal. La solution- putsch, promise ou inspirée par les bénéficiaires directs ou indirects du fascisme n'éliminerait point l'oligarchie politico-économique qui exploite notre peuple. Bien au contraire, elle lui permettrait de surmonter la crise dans laquelle elle se trouve et de s'adapter à la nouvelle phase historique qui suivra la fin désastreuse de la guerre coloniale.

Solution « révolution »

S'il y a en ce moment une conjoncture difficile et dangereu- se pour le fascisme portugais, c'est le devoir des démocrates d'en tirer tous les avantages et de ne pas donner au fascisme le temps de s'adapter et de se rétablir. La conjoncture est favorable à l'initiative des forces démocratiques ; il sim- plose de ne pas attendre pacifique- ment l'initiative des forces réac- tionnaires.

L'initiative des démocrates s'ap-

plie à la liaison entre l'antifascisme et l'anticolonialisme ?

Ce problème n'est pas simple : D'une part, le FPLN recèle des éléments dont l'anticolonialisme est loin d'être conséquent.

D'autre part, une fraction im- portante de la classe ouvrière vit des industries de transformation (dont les matières premières pro- viennent des colonies). Saura-t- on intégrer dans l'économie por- tugaise, après la décolonisation, cette partie de la classe ouvrière ? Si non, il ne peut exister demain au Portugal qu'une parodie de démocratie.

Ces questions montrent l'impor- tance d'un programme minimum dégagant les options possibles d'un Portugal sans Salazar. Le texte que nous présentons du Mouvement d'action révolution- naire patriotique de libération na- tionale s'efforce de clarifier quel- ques hypothèses de travail qui méritent réflexion.

A. DE BRAGANCA.

- Déclare que les Organisations partici- pant à la Conférence sont ouvertes à un dialogue constructif et disposées à une coopération efficace avec les représentants authentiques du mouvement démocratique portugais sur la base de la reconnaissance solennelle du droit des peuples des colonies portugaises à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

Amílcar CABRAL, secrétaire général du P.A.I.G.C. ; Mario de ANDRADE, prési- dent de la C.O.N.C.P. ; Marcelino DOS SANTOS (FRELIMO).

pelle révolution ; on nomme putsch celle des fascistes. C'est aux diri- geants de l'opposition portugaise de choisir aujourd'hui entre le putsch et la révolution.

- Si on choisit le putsch, on cherchera l'unité avec tous les mécontents, y inclus les fascistes soi-disant dissidents. Si on choisit la révolution, on cherchera l'unité du peuple.

- Si on choisit le putsch, on adoptera un programme qui soit acceptable par une partie de l'oligarchie dirigeante et qui laissera intactes les racines structurelles du fascisme. Si on choisit la révo- lution, on adoptera un programme qui éliminera radicalement le fas- cisme.

- Si on choisit le putsch, on acceptera l'unité avec les colonia- listes. Si on choisit la révolution, on assumera la direction de la lutte du peuple contre la guerre coloniale en collaborant efficace- ment avec toutes les forces qui combattent le colonialisme.

Nous avons choisi l'unité du peuple ; nous avons choisi l'anti- colonialisme actif et militant ; nous avons choisi un programme révolutionnaire de réformes de structure. Nous avons choisi la ré- volution.

Nous estimons nous trouver dans une conjoncture révolution- naire, la première conjoncture révo- lutionnaire au Portugal depuis 1820. Nous estimons que cette con- joncture nous ouvre la possibilité de faire du Portugal une nation li- bre et moderne, une patrie pour le peuple. Nous estimons être de notre devoir, en de telles circonstances, de planifier et d'organiser sans délai le soulèvement national armé.

(Suite page 3)